

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 94 — 459

[S-C — 29012]

**29 DECEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 59 *bis* de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale visant à achever la structure fédérale de l'Etat du 16 juillet 1993 et spécialement l'article 1er;

Vu le décret I du 5 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret II du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 mai 1993 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Communauté française modifié par l'arrêté du 1 juin 1993;

Sur proposition de la Ministre-Présidente;

Vu la délibération du Gouvernement du 29 décembre 1993,

Arrête :

**Article 1er.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « Ministre » : un Ministre-membre du Gouvernement de la Communauté française;

2° « Loi spéciale » : la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale visant à achever la structure fédérale de l'Etat du 16 juillet 1993 et spécialement l'article 1er.

**Art. 2.** Mme Laurette Onkelinx, Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé, est compétente pour :

1° la coordination de la politique du Gouvernement;

2° la saisine au nom du Gouvernement du Comité de concertation Gouvernement fédéral-Gouvernements des Communautés et des Régions, ainsi que les relations intra-belges;

3° les matières définies à l'article 4, 11° de la loi spéciale;

4° la politique de santé visée à l'article 5, § 1er, I de la loi spéciale pour ce qui relève de l'Académie royale de médecine de Belgique, des missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE), de l'Education sanitaire, des activités de médecine préventive et de l'Inspection médicale scolaire;

5° l'aide aux personnes visée à l'article 5, § 1er, II de la loi spéciale à l'exception des matières visées au paragraphe 1er, II, 6° et 7° de ladite loi et ce sans préjudice de l'article 59 quinquies de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci;

6° la Fonction publique, le personnel et l'informatique de la Communauté française.

**Art. 3.** M. Michel Lebrun, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales, est compétent pour :

1° l'enseignement tel que défini à l'article 59 *bis* de la Constitution dans les matières suivantes :

— l'enseignement universitaire,

— la recherche scientifique,

— les crédits de recherche fondamentale provenant des S.P.P.S., de la Santé publique, des Affaires économiques et ceux destinés au F.N.R.S. et à l'I.R.S.I.A.,

— l'enseignement supérieur non universitaire, de type court et de type long,

— l'enseignement artistique,

— l'enseignement de promotion sociale,

— l'enseignement à distance,

— le statut des personnels de l'enseignement subventionné libre,

— les allocations et prêts d'études,

— le Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires;

2° les matières définies à l'article 4 de la loi spéciale, à l'exception de celles visées par les points 1°, 3° à 11° inclus, 15° et 16°, de la formation parascolaire et de la formation continuée du personnel de l'enseignement fondamental et secondaire et des centres psycho-médico-sociaux;

3° les matières définies à l'article 5, § 1er, II, 6° et 7° de la loi spéciale;

4° les relations internationales.

**Art. 4.** M. Elio Di Rupo, Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel, est compétent pour :

1° l'enseignement, tel que défini à l'article 59 *bis* de la Constitution, dans les matières suivantes :

— la formation parascolaire,

— l'enseignement fondamental,

— l'enseignement secondaire,

— l'enseignement spécial,

— les activités parascolaires, les auxiliaires de l'enseignement et de l'informatique,

— les centres psycho-médico-sociaux,

— l'inspection de l'enseignement,

— la formation continuée du personnel de l'enseignement fondamental et secondaire et des centres psycho-médico-sociaux,

— les bâtiments de l'enseignement organisé par la Communauté française;  
 — le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné;  
 — le statut des personnels de l'enseignement organisé par la Communauté française et de l'enseignement subventionné officiel;

2° l'audiovisuel tel que défini à l'article 4, 5° à l'exception des bibliothèques, 6° et 6°bis de la loi spéciale;

**Art. 5.** M. Eric Tomas, Ministre du Budget, de la Culture et du Sport, est compétent pour :

1° le budget et les finances de la Communauté française;

2° les matières définies à l'article 4 de la loi spéciale, notamment celles visées par les points 1, 3, 4, 5 à l'exception des discothèques et services similaires, 7, 8, 9 à l'exception des infrastructures communales, provinciales, intercommunales et privées, à l'exception des matières visées par les points 2, 8, 6bis, 10 à 16 inclus;

3° la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.

**Art. 6.** A l'exception du Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires, des bâtiments de l'enseignement organisé par la Communauté française et du Fonds communautaire des bâtiments scolaires de l'enseignement subventionné officiel, la compétence en matière d'infrastructure est répartie en fonction des attributions de chacun des Ministres du Gouvernement.

**Art. 7.** Chaque Ministre du Gouvernement est compétent pour les matières de recherche scientifique appliquée dans les limites de ses compétences respectives.

**Art. 8.** Les projets de décret et les arrêtés délibérés en Gouvernement sont signés par le ministre qui a dans ses attributions la matière qui fait l'objet du projet de décret ou de l'arrêté.

**Art. 9.** Dans le cas où une délégation a été accordée conformément à l'arrêté portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, les arrêtés sont signés par le ministre auquel cette délégation est accordée.

**Art. 10.** La signature des décrets et arrêtés peut reprendre dans le titre du ministre la seule mention relative à la matière traitée.

**Art. 11.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 mai 1993 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Communauté française modifié par l'arrêté du 1er juin 1993 est abrogé.

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1994.

**Art. 13.** Les Ministres du Gouvernement de la Communauté française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 décembre 1993.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
 Mme L. ONKELINX

Le Ministre-Membre du Gouvernement de la Communauté française,  
 M. LEBRUN

Le Ministre-Membre du Gouvernement de la Communauté française,  
 E. DI RUPO

Le Ministre-Membre du Gouvernement de la Communauté française,  
 E. TOMAS

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 94 — 459

[S-C — 29012]

**29 DECEMBER 1993. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 59bis van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het decreet I van 5 juli 1993 betreffende de overdracht van het uitoefenen van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet II van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 mei 1993 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Executieve van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 1 juni 1993;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 29 december 1993 genomen beslissing,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « Minister » : een Minister-lid van de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° « Bijzondere wet » : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid artikel 1.

**Art. 2.** Mevr. Laurette Onkelinx, Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met de ambtenarenzaken, het kindwzijn en de gezondheidspromotie, is bevoegd voor :

- 1° de coördinatie van het beleid van de Regering;
- 2° het aanhangig maken van een zaak, in naam van de Regering, bij het Overlegcomité Federale Regering-Regeringen van de Gemeenschappen en de Gewesten, alsook de intra-Belgische betrekkingen;
- 3° de aangelegenheden bepaald in artikel 4, 11° van de bijzondere wet;
- 4° het gezondheidsbeleid bedoeld in artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet, voor wat betreft de « Académie royale de médecine de Belgique », de opdrachten toegewezen aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.) », de gezondheidsopvoeding, de activiteiten inzake preventieve geneeskunde en het Medisch Schooltoezicht;
- 5° de bijstand aan personen bedoeld in artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet, met uitzondering van de aangelegenheden bedoeld in paragraaf 1, II, 6° en 7° van die wet, onverminderd artikel 59 quinquies van de Grondwet en de decreten ter uitvoering ervan.
- 6° de ambtenarenzaken, het personeel en de informatica van de Franse Gemeenschap.

**Art. 3.** De heer Michel Lebrun, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Hulpverlening aan de Jeugd en Internationale Betrekkingen, is bevoegd voor :

- 1° het onderwijs, zoals bepaald in artikel 59bis van de Grondwet, voor de volgende aangelegenheden :
  - het universitair onderwijs,
  - het wetenschappelijk onderzoek,
  - de kredieten voor fundamenteel onderzoek, afkomstig uit de Diensten voor Programmatie van het Wetenschapsbeleid, uit Volksgezondheid en Economische Zaken, en de kredieten bestemd voor het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek en het Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw,
  - het niet-universitair hoger onderwijs, van het korte en lange type,
  - het kunstonderwijs,
  - het onderwijs voor sociale promotie,
  - het afstandsonderwijs,
  - het statuut van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs,
  - de studietoelagen en -leringen,
  - het Waarborgfonds voor Schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap;
- 2° de aangelegenheden bepaald in artikel 4 van de bijzondere wet, met uitzondering van deze die bedoeld zijn in de punten 1°, 3° tot en met 11°, 15° en 16°, van de parascolaire vorming en de voortgezette opleiding van het personeel van het basisonderwijs en het secundair onderwijs en van de psycho-medisch-sociale centra;
- 3° de aangelegenheden bepaald in artikel 5, § 1, II, 6° en 7° van de bijzondere wet;
- 4° de internationale betrekkingen.

**Art. 4.** De heer Elio Di Rupo, minister van Onderwijs en van de Audiovisuele Sector, is bevoegd voor :

- 1° het onderwijs, zoals bepaald in artikel 59bis van de Grondwet, voor de volgende aangelegenheden :
  - de parascolaire vorming,
  - het basisonderwijs,
  - het secundair onderwijs,
  - het buitengewoon onderwijs,
  - de bijschoolse activiteiten, de hulpmiddelen voor het onderwijs en de informatica,
  - de psycho-medisch-sociale centra,
  - de inspectie van het onderwijs,
  - de voortgezette opleiding van het personeel van het basisonderwijs en het secundair onderwijs en van de psycho-medisch-sociale centra,
  - de gebouwen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs,
  - het Fonds voor Schoolgebouwen van het officieel gesubsidieerd onderwijs,
  - het statuut van het personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs en van het officieel gesubsidieerd onderwijs;
- 2° de audiovisuele sector, zoals bepaald in artikel 4, 5°, met uitzondering van de bibliotheken, 6° en 6bis van de bijzondere wet.

**Art. 5.** De heer Eric Tomas, Minister van Begroting, Cultuur en Sport, is bevoegd voor :

- 1° de begroting en de financiën van de Franse Gemeenschap;
- 2° de aangelegenheden bepaald in artikel 4 van de bijzondere wet, inzonderheid deze die bedoeld zijn in de punten 1, 3, 4, 5 met uitzondering van de discotheken en soortgelijke diensten, 7, 8, 9 met uitzondering van de gemeentelijke, provinciale, intercommunale en private infrastructures, met uitzondering van de aangelegenheden bedoeld in de punten 2, 6, 6bis, 10 tot en met 16;
- 3° het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

**Art. 6.** Met uitzondering van het Waarborgfonds voor Schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap, van de gebouwen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs en van het Fonds voor Schoolgebouwen van het officieel gesubsidieerd onderwijs van de Franse Gemeenschap, wordt de bevoegdheid inzake infrastructuur verdeeld op grond van de bevoegdheden van elk van de Ministers van de Regering.

**Art. 7.** Elke Minister van de Regering is bevoegd voor het toegepast wetenschappelijk onderzoek binnen de perken van zijn respectieve bevoegdheden.

**Art. 8.** De ontwerpen van decreet en de in de Regering overlegde besluiten worden ondertekend door de Minister tot wiens bevoegdheid de aangelegenheid waarop het ontwerp van decreet of besluit betrekking heeft, behoort.

**Art. 9.** Ingeval een delegatie verleend werd overeenkomstig het besluit houdende regeling van de werking van de Regering, worden de besluiten ondertekend door de minister aan wie deze delegatie verleend werd.

**Art. 10.** Bij de ondertekening van de decreten en de besluiten, mag de enkele vermelding betreffende de behandelde aangelegenheid in de titel van de Minister opgenomen worden.

Art. 11. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 mei 1993 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Executieve van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 1 juni 1993 wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1994.

Art. 13. De Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 december 1993.

De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister-Lid van de Regering van de Franse Gemeenschap,

M. LEBRUN

De Minister-Lid van de Regering van de Franse Gemeenschap,

E. DI RUPO

De Minister-Lid van de Regering van de Franse Gemeenschap,

E. TOMAS

## DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

### MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 94 — 460

[Mac—33134]

10. NOVEMBER 1993

#### Erlaß der Regierung über Ferienwohnungen

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,  
Aufgrund des Dekretes vom 23. November 1992 über Ferienwohnungen, insbesondere der Art. 3 und 7.  
Aufgrund des Einverständnisses des Minister-Präsidenten, zuständig für den Haushalt vom 10. November 1993.

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion vom 10. März 1993;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates.;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten, Minister für Finanzen, Gesundheit und Familie, Sport und Tourismus,

Beschließt :

#### KAPITEL I. - *Begriffsbestimmungen*

**Artikel 1.** Im Sinne des vorliegenden Erlässes gilt als :

1° das Dekret : das Dekret der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 23. November 1992 über Ferienwohnungen.;

2° der Minister : der für den Tourismus zuständige Minister der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

3° das Ministerium : das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

4° der Vermieter : die Person, die eine Ferienwohnung zu touristischen Zwecken vermietet.;

5° der Mieter : die Person, die eine Ferienwohnung zu touristischen Zwecken anmietet.

#### KAPITEL II. - *Anerkennung als Ferienwohnung*

**Art. 2.** Ein möbliertes Haus oder ein möbliertes Appartement kann als Ferienwohnung anerkannt werden, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind :

1° Die Wohnung muß eine geschlossene Einheit bilden, die für den Mieter jederzeit problemlos zugänglich ist und durch eine abschließbare Tür von jeglichem anderen Gebäude oder Gebäudeteil getrennt werden kann.

2° Die Wohnung muß mindestens folgende Räume oder Wohnbereiche umfassen :

a) ein mindestes neun Quadratmeter großes Wohnzimmer, das als Aufenthaltsraum eingerichtet ist und das zumindest einen Tisch sowie eine ausreichende Anzahl Stühle aufweist.;

b) einen mindestens neun Quadratmeter großen Schlafraum, der zumindest ein vollständig ausgestattetes Bett, einen Tisch, einen Stuhl und einen Schrank aufweist; im Falle von Ferienwohnungen, die für höchstens zwei Erwachsene vorgesehen sind, können Wohn- und Schlafraum gegebenenfalls kombiniert sein, müssen dann jedoch eine Fläche von insgesamt mindestens 18 Quadratmetern aufweisen.